

UKRAINE. La fermeture de Tchernobyl ne pourra être envisagée qu'avec une aide extérieure et une fois trouvées des sources d'approvisionnement énergétiques de remplacement, a affirmé hier le président Kravtchouk. Il réagissait aux propos du ministre français de l'Environnement, Michel Barnier, qui avait plaidé plus tôt pour la fermeture urgente des deux réacteurs encore en activité.

OUZBEKISTAN. Mitterrand a entamé hier une visite de deux jours en Ouzbékistan, avec la volonté de voir la France prendre part au développement économique d'un pays fortement marqué par l'«héritage communiste» et par une grave crise monétaire.

CUBA. Fidel Castro s'est entretenu en privé dimanche soir avec la fille de l'opposant Eloy Gutierrez Menoyo et plusieurs autres opposants modérés au régime en marge d'une réception donnée aux Cubains résidant à l'étranger. Eloy Gutierrez Menoyo, ex-officier de l'armée castriste, après avoir passé 22 ans en prison à Cuba, dirige depuis les Etats-Unis une organisation favorable au dialogue avec La Havane.

GRANDE-BRETAGNE. Les documents et objets personnels de Kim Philby seront mis aux enchères le 18 juillet à Londres, a annoncé hier la maison de ventes Sotheby's. L'épouse russe du plus célèbre des agents doubles britanniques, Rufina, a décidé de vendre 128 lots comprenant notamment la bibliothèque de Philby, mort en 1988 à Moscou.

ALBANIE. Le dernier président communiste de l'Albanie, Ramiz Alia, va être jugé début mai ainsi que neuf hauts dirigeants de l'époque communiste pour «abus de fonction ayant des conséquences criminelles»: meurtres aux frontières d'Albanais fuyant le pays, déportations, exécutions sommaires et détournement de fonds publics, a indiqué hier un porte-parole du parquet de Tirana.

MALI. Six anciens dignitaires du régime du général Traoré ont été libérés au cours du week-end après avoir versé une caution, a-t-on appris hier de source judiciaire. Il s'agit de cinq anciens ministres et d'un dirigeant de l'ancien parti unique. L'ex-président malien avait été condamné à mort et est toujours détenu à Bamako.

RUSSIE-ISRAEL. Les deux pays ont signé hier une série d'accords bilatéraux destinés à renforcer leurs liens commerciaux à l'occasion de la visite officielle de Yitzhak Rabin, première d'un Premier ministre israélien à Moscou depuis la fondation de l'Etat d'Israël en 1948.

PEROU. Plus de 100 000 personnes ont été sinistrées, la semaine dernière, dans la région de Loreto, à la suite des crues exceptionnellement fortes de plusieurs fleuves, selon un responsable de la défense civile. Ces populations sont en outre victimes d'épidémies de malaria, de paludisme et d'hépatites qui ne peuvent être soignées faute de médicaments.

SALVADOR

Calderon Sol élu à la présidence salvadorienne

Le candidat conservateur l'emporte avec 68% des suffrages, mais 54% d'électeurs se sont abstenus.

Armando Calderon Sol, le maire conservateur de la capitale salvadorienne, a largement remporté dimanche la première présidentielle de l'après-guerre civile. Avec 68% des voix, il distance Ruben Zamora, candidat de la Convergence démocratique, coalition de gauche comprenant le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), l'ancien mouvement de guérilla. Une victoire sans surprise: il avait obtenu 49% des suffrages dès le premier tour, le 20 mars dernier.

Les deux concurrents ont fait assaut de civilités démocratiques, une fois rendu le verdict des urnes. Ruben Zamora a félicité son vainqueur par téléphone. Calderon Sol a promis de se comporter en président de «tous les Salvadoriens», et d'appliquer loyalement les accords de paix conclus il y a quinze mois entre le gouvernement sortant et la guérilla, sous l'égide des Nations unies. Un langage quelque peu surprenant dans la bouche du nouveau président, qui régenté depuis 1988 la capitale avec une autorité jalouse. Avocat de formation, cet homme d'affaires de 45 ans est issu de l'une des quatorze familles de l'oligarchie nationale. Il avait été, en 1981, le cofondateur du parti d'extrême droite Arena (Alliance républicaine nationale), du major Roberto d'Aubuisson, dont il est devenu, en 1988, le président, à la tête de l'aile

la plus radicale. En novembre, des documents de la CIA ont même associé son nom aux escadrons de la mort, ce qu'il a toujours nié.

Ses adversaires accueillent donc avec scepticisme ses professions de foi démocratiques et sa soudaine reconversion en homme de centre droit. «Nous sommes le deuxième pouvoir, et il aura à compter avec nous», a déclaré Joaquín Villalobos, un ancien chef des maquis. L'ex-guérilla est devenue la seconde formation politique du pays, avec 21 des 84 sièges de l'Assemblée, contre 43 à l'Arena et son petit allié du Parti de conciliation nationale. Ruben Zamora a appelé Calderon à la concertation. Ce dernier lui a implicitement répondu en déclarant qu'il était prêt à un «dialogue permanent» avec l'opposition, notamment le FMLN. La composition de son gouvernement, enjeu de rivalités entre technocrates modérés et ultra-droite au sein de l'Arena, donnera la mesure de sa sincérité.

Entaché de nombreuses irrégularités le 20 mars, le scrutin s'est déroulé cette fois sans entorse majeure. La seule fausse note est venue des électeurs eux-mêmes, avec un taux d'abstention de 54% pour 2,7 millions d'inscrits. Calderon succédera le 1^{er} juin à l'actuel président Alfredo Cristiani, pour un mandat de cinq ans.

Christian LIONET (avec AFP, Reuter)

RWANDA

Les Hutus poursuivent leurs massacres au sud du Rwanda

Selon MSF, 170 personnes au moins auraient été tuées froidement par la garde présidentielle à Butare.

Au moins 170 personnes — pour la plupart des malades ou des blessés d'origine tutsi —, qui étaient soignées à l'hôpital de Butare, dans le sud du pays, ont été froidement assassinées par des éléments de la garde présidentielle rwandaise. Selon le personnel local de Médecins sans frontières, les soldats accompagnés de miliciens hutus sont entrés samedi dans l'établissement, ont emmené de force les malades, les blessés, le personnel hospitalier tutsi et les ont abattus devant l'hôpital. Plusieurs membres du personnel rwandais de MSF ont été à leur tour abattus samedi, alors que l'association humanitaire avait obtenu la veille des garanties des autorités civiles et militaires sur la sécurité de l'hôpital. Ces massacres se seraient également produits dans les camps de réfugiés voisins.

Selon l'équipe de MSF, la garde présidentielle, composée de Hutus, avait pris le contrôle de la ville depuis cinq jours et érigé de nombreux barrages au centre. MSF a recueilli des témoignages de massacres et vu des cadavres notamment sur la route Butare-Gitarama. «A chaque barrage de la milice hutu, on pouvait voir des dizaines de cadavres», a affirmé un membre de l'équipe, qui a dû depuis quitter le pays.

Dans la capitale, Kigali, «il y a des corps en décomposition, dévorés par les chiens, les rats et les oiseaux», a déclaré pour sa part le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des affaires humanitaires, Peter Hansen, de retour du Rwanda. Les risques d'épidémies — choléra, dysenterie, typhus, peste — sont multipliés par des conditions sanitaires catastrophiques, liées en partie au déplacement des populations. Quatre membres d'agences de l'ONU sont encore à Kigali pour évaluer ces besoins humanitaires, tandis que les Nations unies tentent d'obtenir des belligérants une trêve, ou au moins des garanties de sécurité qui permettraient d'organiser les secours. Une des priorités sera l'évacuation de quelque 11 000 Rwandais ayant trouvé refuge dans un stade et un hôpital du nord-est de Kigali, dans un secteur contrôlé par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR).

Rappelant que les effectifs de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minur) avaient été considérablement réduits, de 2 500 à 270 hommes, selon une résolution du Conseil de sécurité, Peter Hansen a souligné que le mandat de cette mission était maintenant principalement «humanitaire».

A.F. avec AFP

L'HISTOIRE

Les mémoires d'une belle-mère

Hillary n'a pas fait bonne impression lors de sa première rencontre avec la mère de Bill Clinton, Virginia Kelley. «Je ne sais pas quoi en penser», s'écrie alors cette dernière. Pas de maquillage, des lunettes en forme de bouteille de Coca-Cola. Des cheveux bruns coiffés sans style... Ses mémoires rédigées avant sa mort, le 6 janvier dernier, avec le concours d'un écrivain de l'Arkansas, James Morgan, seront publiées le mois prochain. Elle raconte combien sa réaction peu chaleureuse suscita la colère de Bill Clinton. «Je veux que vous sachiez que j'en ai jusque-là des reines de beauté, lança-t-il. Je veux quelqu'un avec qui je puisse discuter.» Virginia Kelley a commencé à rédiger son livre, intitulé *A l'écoute de mon cœur: ma vie, après l'arrivée de son fils à la Maison Blanche*. Elle ne nie pas les relations difficiles qu'elle entretenait avec sa future belle-fille. Pour Bill Clinton, il s'agissait de «différences culturelles» entre sa mère sudiste et une Yankee originaire de la banlieue de Chicago. Mais le conflit était plus profond, selon Virginia. «Je lui en ai peut-être voulu d'être plus intelligente que moi.»

LE CHIFFRE

100

«collaborateurs» palestiniens déclarés israéliens

Plus d'une centaine de collaborateurs palestiniens et leurs familles vont se voir accorder la nationalité israélienne. Une vingtaine d'entre eux, installés à Fahme, au nord de Naplouse (Cisjordanie), ont déjà reçu des cartes d'identité. Les autorités veulent activer le mouvement avant l'entrée en vigueur de l'autonomie à Gaza et Jéricho. Les collaborateurs redoutent une vengeance de l'OLP. Près de 80 familles ont été rassemblées à Fahme, transformé en camp retranché. Dans la bande de Gaza, le village de Dehinieyeh, créé en 1974 par les autorités militaires israéliennes, abrite 800 collaborateurs. A plusieurs reprises, l'Etat hébreu a exigé une amnistie pour tous ceux qui ont prêté leur concours aux services de sécurité intérieurs israéliens.

Un nouveau coup de force militaire échoue au Burundi

Six mois après une première tentative de coup d'Etat qui avait coûté la vie au président du Burundi, Melchior Ndadaye, les militaires tutsis ont tenté dimanche un nouveau coup de force sans parvenir à rallier à leur cause le reste de la troupe. Selon le lieutenant-colonel Jean-Bosco Daradagwe, directeur de la communication au ministère de la Défense, deux événements ont eu lieu presque conjointement dimanche. D'une part, «trois ou quatre officiers» ont été interpellés «pour interrogatoire», suite à des rumeurs persistantes de projet de putsch. D'autre part, dans la nuit de dimanche à lundi, huit parachutistes, dont deux sous-officiers et six hommes de troupe, ont contraint le chauffeur d'un camion à faire le tour des casernes, afin de tenter d'entraîner d'autres militaires dans une mutinerie. Cette opération, qualifiée de «coup de tête» par l'état-major resté loyal au gouvernement, illustre, selon un diplomate, «l'agitation qui règne dans les milieux militaires extrémistes tutsis». L'armée est composée presque exclusivement de Tutsis alors qu'environ 85% de la population sont hutus. S. Etr.

Le pouvoir égyptien frappe le parti intégriste à la tête

Simultanément, la police égyptienne a porté, hier à l'aube, deux coups sérieux à la Gamaat al-Islameya au Caire et dans la ville d'Assiout. Onze militants de l'organisation intégriste clandestine ont été tués, «après un échange de coups de feu» selon la version officielle. Selon un avocat islamiste, «le fait qu'aucun policier n'ait été blessé constitue la preuve que les forces de sécurité ont procédé encore une fois à des exécutions sommaires». Cette fois, cependant, c'est la direction de la Gamaat al-Islameya qui est atteinte, avec la mort, dans le quartier Hadaeq al-Qobba, au nord-est de la capitale, du chef préssumé de la branche militaire de l'organisation et de ses complices. L'insaisissable Talaat Yassine Hammam appartenait à la «première génération» des islamistes radicaux d'Egypte. Il fut jugé une première fois, puis acquitté dans un des maxi-procès ayant suivi l'assassinat du président Saddate et l'insurrection d'Assiout en octobre 1981. Il a finalement été condamné à mort par contumace en décembre 1992 avec six autres dirigeants. La Gamaat al-Islameya a toujours su, jusque-là, assurer la relève de ses cadres tués ou arrêtés. L'état semble toutefois se resserrer, avec la «neutralisation» de son guide spirituel, Omar Abdel Rahman, en prison aux Etats-Unis; et l'extradition annoncée de dirigeants exilés au Pakistan ou au Yémen. D.Gr (Le Caire)

Washington propose la levée du blocus d'Akaba, en Jordanie

Le blocus d'Akaba pourrait être bientôt levé. Le secrétaire d'Etat Warren Christopher s'est déclaré favorable hier à un départ des navires qui assiégent le port jordanien depuis la crise du Golfe. Mouillant autour de l'île de Tiran, cette flottille contrôle le bon respect des sanctions contre l'Irak et arraisonne tout cargo de passage. Cette mesure, a expliqué le diplomate, permettrait de soulager l'économie du royaume durement affectée par la fermeture de son principal débouché maritime. En échange, la Jordanie devra accepter la mise en place sur son territoire d'un système de vérification de l'embargo ouisien. Christopher a fait cette offre lors d'un déjeuner avec le roi Hussein à Ascot, à l'ouest de Londres, première étape de sa tournée qui doit le conduire au Proche-Orient.

Cette nouvelle mission pourrait être confiée à la LLOYD's Register, une société d'enregistrement de la compagnie d'assurances britannique. Ses inspecteurs effectueraient des visites dans les entrepôts à Akaba. La levée du blocus était depuis plusieurs semaines discutée par les deux pays. Fin mars, le roi en avait fait une condition pour la reprise des efforts de son pays dans le processus de paix. En plus de trois ans, la fouille des bateaux aurait coûté près de 8 milliards de francs au royaume hachémite. Ch. B., avec AFP et Reuter